

# STATEMENT DISCOURS

SECRETARY  
OF STATE  
FOR EXTERNAL  
AFFAIRS.

SECRÉTAIRE  
D'ÉTAT AUX  
AFFAIRES  
EXTÉRIEURES.



87/71

"Au-delà du sommet:  
le désarmement et l'avenir"

Allocution de  
M. Douglas Roche,  
Ambassadeur au désarmement,  
à l'occasion d'une  
tournéé pancanadienne  
du 1<sup>er</sup> au 16 décembre 1987

Le 8 décembre 1987

M. Gorbachev continue de manifester son désir de réforme dans une Union soviétique plus ouverte. Ses réformes économiques et ses initiatives en matière de politique étrangère ne constituent pas uniquement un exercice de style. On peut cependant se demander s'il est en mesure de construire une "nouvelle" Union soviétique, étant donné les questions encore à régler des États satellites soviétiques, de l'Afghanistan et des droits de la personne. Quoi qu'il en soit, les changements qui ont été opérés correspondent pour la plupart à ceux que l'Ouest exige depuis de nombreuses années. Il est important non seulement de reconnaître ces changements, mais également d'y réagir de façon à favoriser d'autres changements.

Dans un autre secteur clé d'intérêt international, le leadership politique de la Chine a été transféré sans heurts à une nouvelle génération, qui a entrepris d'accélérer le rythme du développement industriel de ce pays. Des progrès technologiques remarquables sont en cours, et en même temps, les forces militaires de la Chine ont été réduites de 25 p. 100.

Au cours de l'année passée, j'ai visité ces deux importants pays communistes et j'y ai constaté un nouveau dynamisme qui peut laisser présager une période d'amélioration et de stabilisation des relations internationales qui se caractérisera par une plus grande sensibilisation au fait que nous partageons tous, sur la planète, un "territoire commun".

Comme preuve concrète de cette nouvelle atmosphère, nous avons assisté aux événements suivants tout au long de 1987 :

- A la Conférence sur le désarmement de Genève, progrès importants dans les négociations en vue d'un traité qui interdirait la production de toutes armes chimiques.
- A l'occasion de la Conférence de Vienne de la CSCE, qui compte 35 États membres, préparatifs en vue de la mise en place d'une nouvelle tribune pour négocier la réduction des armes classiques en Europe, de l'Atlantique à la chaîne de l'Oural, négociations auxquelles participeraient tous les membres de l'OTAN et du Pacte de Varsovie.
- Le succès de la mise en oeuvre de l'entente de Stockholm sur les mesures de confiance, en vertu de laquelle des observateurs de l'OTAN et du Pacte de Varsovie ont mené 16 inspections sur place sans précédent à l'occasion d'exercices militaires dans leurs pays respectifs.

Le sommet de Washington entre le président Reagan et le secrétaire général Gorbachev constitue une excellente occasion de mesurer les progrès réalisés jusqu'à maintenant dans le monde pour en arriver à une paix durable, en toute sécurité.

De toute évidence, l'entente visant à éliminer tous les missiles nucléaires de moyenne et de courte portée (INF) représente une percée dans le rétablissement des relations Est-Ouest. Pour la première fois, toute une catégorie d'armes sera détruite. Même si l'entente aboutit à l'élimination de seulement 3 p. 100 de l'arsenal nucléaire mondial, son importance politique est énorme. On peut affirmer que le processus de négociation bilatérale a donné là des résultats concrets.

Et il y a plus encore à l'horizon. Les leaders des deux superpuissances préparent pour 1988 un autre sommet à Moscou, à l'occasion duquel ils espèrent signer un traité éliminant 50 p. 100 des énormes stocks actuels d'armes nucléaires stratégiques. Un processus historique de désarmement a donc été amorcé. Ces réalisations représentent un grand succès pour les pays qui, comme le Canada, ont fortement incité les deux superpuissances à réduire radicalement leurs stocks d'armes nucléaires.

Il serait évidemment prématuré de se laisser aller à l'euphorie. Les problèmes globaux attribuables aux guerres régionales, à la pauvreté massive, à la destruction de l'environnement et à l'explosion démographique sont immenses. Mais il ne faut pas non plus tomber dans l'excès inverse et sous-estimer l'importance de ce moment historique pour le monde. Le changement est à l'ordre du jour.

Au sommet de Reykjavik en 1986, le président Reagan et le secrétaire général Gorbachev ont tous deux, et sans avertissement, laissé entrevoir la vision d'une planète exempte d'armes nucléaires, vision qui a ébranlé le monde, car elle supposait que la confrontation Est-Ouest pourrait peut-être céder la place à une nouvelle approche à la coopération internationale. Cette vision ne se concrétisera pas d'un seul coup, mais le fait que l'on continue de discuter de la signification du sommet de Reykjavik représente en soi une nouvelle direction pour la collectivité internationale.

- L'amélioration du programme de réduction des risques des États-Unis et de l'Union soviétique, qui vise à réduire les risques d'une guerre nucléaire accidentelle.
- Des démarches, de la part des superpuissances, en vue de la tenue des négociations de grande envergure, étape par étape, sur les tests nucléaires, l'objectif final étant l'arrêt complet de tous les tests.

Il y a encore d'autres manifestations concrètes de cet esprit nouveau qui me portent à espérer que l'intelligence et la volonté d'un nombre suffisant d'habitants de tous les pays du monde qui sont sensibilisés à la situation et qui font preuve de compassion auront le dessus sur les conflits terribles qui mutilent notre planète.

- Le plan de paix de l'Amérique centrale, proposé par le président Oscar Arias du Costa Rica, lauréat d'un prix Nobel, gagne en popularité et renferme des mesures qui permettraient non seulement de mettre fin à la violence, mais également de favoriser une période de développement économique et social à long terme dans toute la région.
- Un document qui a fait époque, "Notre avenir commun", a été déposé aux Nations Unies par Gro Brundtland, premier ministre de la Norvège. Ce rapport, rédigé par une équipe multinationale de 22 membres qui ont recueilli de la documentation pendant trois ans, présente un plan de développement à long terme pour combattre les crises interreliées de la pollution, de la destruction de l'environnement et de la pauvreté.
- Une conférence internationale sans précédent de trois semaines sur les relations entre le désarmement et le développement aux Nations Unies a abouti à la publication d'un document unanime dans lequel, pour la première fois, la collectivité mondiale adoptait une approche globale à la sécurité, soulignant qu'elle ne consiste pas seulement en mesures militaires, mais qu'elle englobe également des aspects politiques, économiques, sociaux, humanitaires et écologiques, de même que les droits de la personne.

Tous ces progrès confirment l'un des éléments dominants de notre époque, à savoir que la paix est un processus multidimensionnel qui doit se fonder sur le développement économique et social, mais aussi sur des mesures de contrôle des armements, la protection des droits de la personne de même que

l'élimination de la discrimination raciale. L'ordre du jour du 21<sup>e</sup> siècle est déjà dressé. Les questions qui demandent la pleine attention de l'humanité sont évidentes : la menace d'une annihilation nucléaire, les guerres régionales qui sont menées à l'aide d'armes classiques, l'écart entre les pays en développement et les mondes industriels, les dangers de la surpopulation, la détérioration de l'environnement global.

On retrouve partout des signes de ces crises généralisées :

- A l'échelle globale, les dépenses militaires ont augmenté à un billion de dollars par année (presque cinq fois plus, en termes réels, qu'à la fin de la Deuxième Guerre mondiale) et représentent 6 p. 100 de la production mondiale. Il existe suffisamment d'armes nucléaires un peu partout sur le globe pour tuer tous les habitants de la terre au moins 12 fois. Même si le facteur nucléaire demeure dominant, il n'en reste pas moins que près de 80 p. 100 des dépenses à l'armement aujourd'hui sont consacrées aux armes classiques -- qui ont été utilisées dans 15 guerres régionales depuis 1945, tuant plus de 20 millions de personnes.
- Plus d'un milliard de personnes vivent dans la pauvreté; 780 millions souffrent de sous-nutrition; 850 millions sont analphabètes; 1,5 milliard n'ont pas accès à des services médicaux; et un milliard sont inadéquatement logés. Quatorze millions d'enfants de moins de cinq ans meurent chaque année de déshydratation, de diarrhée et de malnutrition. Cette "urgence silencieuse", infections fréquentes et sous-nutrition généralisée, tue 280 000 enfants chaque semaine -- soit plus de deux fois le nombre de victimes du bombardement d'Hiroshima.
- Chaque année, quinze millions d'acres de terre productive dans le monde sont transformées en désert inutilisable; 27 millions d'acres de forêt sont détruites. Il en résulte une diminution de la production d'aliments et de combustible dans de nombreuses régions du monde et, pour la planète dans son ensemble, une contamination de l'atmosphère, des changements climatiques et l'extinction massive d'espèces végétales et animales. A de nombreux égards, la disparition des forêts tropicales humides, dont les arbres sont abattus, brûlés ou rasés au bulldozer, reflète une catastrophe qui a

déjà eu lieu : elle menace la vie de milliards de personnes, leurs sources d'eau se tarissant et leur sol se transformant en poussière.

L'humanité pourra-elle venir à bout d'un ordre du jour aussi chargé? Pour certains, l'avenir semble assez sombre. Mais je crois qu'en acquérant le pouvoir destructeur dont nous disposons indéniablement, nous avons également acquis le pouvoir de protéger et de soutenir la vie. La science et la technologie nous ont donné les outils nécessaires pour construire un monde au-delà des guerres. Les systèmes agricoles peuvent nourrir le monde. La médecine peut répondre aux besoins essentiels en matière de santé de tous les habitants. L'écologie nous permet de comprendre des systèmes complexes. La psychologie nous fait comprendre les causes fondamentales de la haine et de la violence. Les technologies des communications nous fournissent les outils nécessaires pour transformer le monde en village global.

Mais pour accéder à un niveau supérieur de civilisation, nous devons comprendre pleinement la signification de la sécurité dans le monde moderne.

Les nations s'arment parce qu'elles estiment que leur sécurité est menacée, et chaque nation juge elle-même de sa propre sécurité selon ses propres critères. C'est uniquement si les menaces à la sécurité diminuent qu'un véritable désarmement sera possible. Mais le paradoxe de notre époque, c'est que la course aux armements devient en soi une menace à la sécurité. De surcroît, nous constatons que les énormes souffrances occasionnées par le sous-développement sont elles-mêmes une menace non militaire croissante à la sécurité. C'est en abordant de façon constructive tous les aspects de la sécurité -- militaire, politique, économique, social, humanitaire, droits de la personne -- que nous pourrions favoriser des conditions qui se prêteront au désarmement; nous disposerons en même temps d'un environnement favorable à la poursuite d'un développement fécond. Par conséquent, notre but doit être d'accroître la sécurité véritable -- pour chaque nation individuellement et pour le monde en général -- en trouvant des moyens politiquement acceptables de consacrer moins d'argent à l'armement et plus au développement.

Le sommet de Reykjavik -- et ses prolongements à Washington et à Moscou -- ont fait porter l'attention du monde sur les nouvelles possibilités qu'ouvrent la réflexion et la créativité lorsqu'il s'agit de résoudre les problèmes de conflit et de privation auxquels font encore face un grand nombre de régions du monde. Le fondement de ce que la Commission Palme appelle des "progrès extraordinaires" a été mis en place.

Il est possible que les années 1980 voient la concrétisation de ce qui ne semblait jusque-là qu'un rêve : des réalisations concrètes en matière de désarmement, de stabilité et de paix.

C'est ce moment que le monde attend depuis longtemps, et la collectivité internationale doit saisir l'occasion d'appuyer et de renforcer les efforts bilatéraux en matière de réduction des armements nucléaires. C'est ce que fait régulièrement le Canada.

\* \* \*

Le Canada a adopté une approche multidimensionnelle à la question complexe de la paix et de la sécurité -- de son appui à l'Organisation des Nations Unies (la contribution du Canada aux Nations Unies vient au quatrième rang en importance) à la visite que le secrétaire d'État aux affaires extérieures M. Joe Clark a effectué en Amérique centrale la semaine dernière pour offrir l'appui du Canada au plan de paix dans cette région. En outre :

- Le Canada a porté à 900 millions de dollars l'aide qu'il consent aux régions de l'Afrique victimes de la famine, a radié 600 millions de dollars de la dette africaine et offre maintenant de l'aide bilatérale au développement sous forme de subventions plutôt que de prêts.
- La lutte contre l'apartheid au moyen de sanctions imposées à l'Afrique du Sud a été accélérée : nous avons interdit tout nouvel investissement et le réinvestissement des profits en Afrique du Sud; au cours des six premiers mois de 1987, le Canada a réduit de 51 p. 100 ses importations en provenance d'Afrique du Sud; l'importation de charbon, de fer et d'acier a été interdite, de même que la promotion touristique.
- Cette année, le Canada a envoyé à Chypre 60 autres membres des troupes de maintien de la paix qui ont rejoint les 887 membres des Forces canadiennes dans le cadre de quatre missions de maintien de la paix dans le monde. Le Canada a participé à toutes les opérations de maintien de la paix des Nations Unies.

- Le gouvernement a annoncé la création d'un nouvel institut international des droits de la personne et du développement institutionnel. En outre, le Canada a discuté de la question des droits de la personne avec les leaders de l'Union soviétique, de la Corée du Sud et d'autres pays.
- Le Canada compte parmi les partisans les plus actifs des institutions multilatérales; pour preuve, il a été l'hôte, cet automne, de réunions de chefs de gouvernement de la Francophonie et du Commonwealth. La prochaine réunion du Sommet économique aura lieu à Toronto en 1988.
- Nous avons joué un rôle important au moment de régiger le Rapport Brundtland, d'obtenir un consensus international à la Conférence sur le désarmement et le développement et de favoriser un esprit de collaboration à la conférence CNUCED VII sur le commerce, l'endettement et les produits.

Cette vaste gamme d'activités confirme l'engagement du Canada envers un internationalisme constructif -- un internationalisme tout à fait approprié pour une nation commerçante dont un bon 30 p. 100 de la production nationale est attribuable au commerce, ce qui nécessite un environnement international stable propice à la croissance économique. De surcroît, comme l'ont clairement démontré les 568 organisations et 630 particuliers qui ont présenté des mémoires au comité parlementaire chargé d'étudier la politique étrangère du Canada, les Canadiens veulent voir leur gouvernement jouer un rôle actif et positif à l'étranger. Un récent sondage sur les attitudes des Canadiens face à la politique étrangère a révélé que 46 p. 100 des répondants considèrent les questions de la guerre et de la paix comme leurs principales préoccupations personnelles, alors que 21 p. 100 considèrent la pauvreté et la faim dans le monde comme les questions essentielles. Les Canadiens veulent un monde plus sûr et plus équitable.

Après avoir représenté le Canada auprès des Nations Unies pour les questions du désarmement pendant plus de trois ans, une de mes impressions dominantes, c'est à quel point notre pays est respecté. Grâce à sa position solide de nation non coloniale, multiculturelle, ouverte, loyale envers ses alliés, coopérative et véritablement intéressée à renforcer le système international, le Canada est devenu une voix avec laquelle il faut compter. Nous sommes devenus une nation influente -- et ce nouveau statut s'accompagne de la responsabilité de jouer un rôle encore plus important dans les années difficiles qui viennent.

Cette présence de plus en plus importante du Canada dans les relations internationales nous permet de mettre de l'avant plus fermement notre politique en matière de sécurité, qui est multidimensionnelle. Comme le soulignait le premier ministre Mulroney :

Le contrôle des armes et le désarmement ont leur place à côté des initiatives de défense, de maintien de la paix et de règlement des conflits. Ce sont là autant de composantes essentielles de l'approche du Canada à la paix et à la sécurité internationales.

La politique canadienne en matière de sécurité s'inscrit dans un environnement international dominé par la rivalité entre l'Est et l'Ouest. Ces deux groupes de nations, chacun mené par une superpuissance, sont en conflit sur les plans des idées et des valeurs. Ils ne s'entendent pas sur la façon dont les politiques devraient être menées, la société organisée et l'économie structurée. Ils ne s'entendent pas sur l'importance de la liberté individuelle ou du respect de la loi ni sur les relations qui doivent exister entre l'individu et la société. Dans ce conflit, le Canada n'est pas demeuré neutre. Étant donné nos valeurs et notre détermination à défendre la liberté et la démocratie, nous n'avons pas d'autre choix que de nous ranger, de la façon la plus fondamentale possible, du côté des autres pays de l'Ouest. Ainsi, le Canada est un membre actif de l'OTAN, qui joue un rôle important non seulement pour contrer la menace militaire du Pacte de Varsovie, mais également pour offrir son appui politique aux institutions démocratiques et à l'amélioration des relations politiques Est-Ouest. Les armes nucléaires et les armes classiques de l'OTAN ne seront jamais utilisées, sauf en réponse à une agression.

En sa qualité de membre de l'OTAN, le Canada a été en mesure d'apporter une contribution importante et constructive aux initiatives majeures de négociation du contrôle des armements de Genève, de Stockholm et de Vienne. Et nous recherchons des moyens qui permettraient à l'OTAN de mieux projeter les qualités positives de ses mesures collectives et coopératives de sécurité. Si nous n'avions pas la possibilité constante et directe d'agir et de réagir, notre influence sur de tels événements se trouverait considérablement réduite.

En conséquence, le Canada a des engagements en matière de défense envers ses partenaires qui ont été exprimés dans le récent Livre blanc sur la défense. Comme l'a noté M. Clark, le Canada a l'intention de moderniser sa capacité de répondre à ses engagements dans le cadre de l'OTAN et en ce qui concerne l'Atlantique.

L'objet de ce Livre blanc sur la défense (et de tous les autres livres blancs sur la défense) est de présenter les obligations du Canada en matière de défense et les moyens grâce auxquels le Canada s'en acquittera au cours des années qui viennent. Toute discussion des dépenses militaires du Canada devrait bien évidemment être replacée dans le contexte approprié. Aujourd'hui, les dépenses militaires du Canada sont à peu près la moitié de ce qu'elles étaient il y a 25 ans par rapport à notre produit national brut. Même si nous sommes le deuxième pays en superficie au monde (avec trois océans), le pourcentage de notre PNB que nous consacrons à la défense, soit 2,23 p. 100, nous place au 95<sup>e</sup> rang sur 144 pays. La Suède, un pays neutre, y consacre 3 p. 100 de son PNB. La taille de nos forces armées (84 600 membres) en proportion de notre population nous place au 97<sup>e</sup> rang sur 144.

Selon le Livre blanc, une défense nationale solide est un élément important de la politique du Canada en matière de sécurité internationale, mais seulement l'un de ses éléments. Le contrôle des armes et le désarmement et le règlement pacifique des conflits sont tout aussi importants. Ainsi, le Livre blanc sur la défense ne saurait remplacer un Livre blanc sur la politique étrangère. Toutes ces activités doivent être perçues comme étant mutuellement complémentaires et ensemble, elles permettent au Canada de jouer un rôle dans la mise en place des fondements de la paix, au sein d'une collectivité internationale en pleine transition.

A ce titre, le Canada propose six moyens :

- Des réductions radicales des armes nucléaires, qui constituent la base de notre politique en matière de désarmement. C'est pourquoi les sommets Reagan-Gorbachev, qui visent non seulement le démantèlement de toutes les armes de portée intermédiaire et de courte portée, mais également de 50 p. 100 des missiles stratégiques, sont accueillis avec enthousiasme. Le gouvernement canadien a constamment pressé les deux superpuissances de rechercher ce but.
- La conclusion d'un traité exhaustif négocié et vérifiable interdisant les tests est de longue date et demeure encore aujourd'hui un objectif fondamental du Canada. Le Canada veut que l'on mette fin à tous les tests nucléaires dans tous les pays, dans tous les milieux, pour toujours. Aux Nations Unies cet automne, le gouvernement canadien a encore une fois co-parrainé une résolution priant instamment la Conférence sur le désarmement

d'entreprendre des travaux importants sur tous les aspects d'un traité interdisant les tests nucléaires au début de sa session de 1988. La Conférence sur le désarmement, qui compte 40 membres, dont le Canada, a ses bureaux à Genève et constitue la principale tribune pour les négociations multilatérales. L'inaptitude de la Conférence du désarmement à cause de la règle du consensus, à entreprendre des discussions importantes sur cette question est une grande déception pour nous. Le Canada appuie une approche étapiste à la conclusion d'un tel traité, et a fourni les services d'experts-conseils canadiens pour la mise au point d'un système global de détection d'activités sismiques.

- Le maintien et le renforcement du régime de non-prolifération sont essentiels à la fois pour empêcher la prolifération des armes nucléaires dans des pays toujours plus nombreux et pour assurer le transfert en toute sécurité des technologies et des matériaux nécessaires à la mise en place de génératrices nucléaires. Le traité de non-prolifération, au maintien duquel le Canada a travaillé lors de la révision de 1985, compte maintenant 131 États signataires, ce qui en fait le traité multilatéral le plus important au monde.
- A la Conférence du désarmement le Canada participe activement aux négociations multilatérales en vue d'interdire les armes chimiques. Le Canada a même présidé le groupe spécial qui a lancé le processus actuel de négociation. Ses soldats ayant subi les effets toxiques de ces armes abominables, le Canada est particulièrement intéressé à en débarrasser le monde. Nous avons présenté aux Nations Unies un mécanisme qui permettrait d'en déceler l'usage dans les conflits actuels.
- Un autre objectif fondamental consiste à empêcher une course aux armements dans l'espace. Le Canada a contribué de diverses façons aux délibérations de la Conférence du désarmement à ce sujet : le premier document de travail important traitant de la stabilisation et de la déstabilisation possibles des systèmes militaires basés dans l'espace; un examen exhaustif de la législation internationale afin de disposer d'une base de documentation sur son applicabilité à l'espace; un atelier à Montréal qui a examiné des moyens de renforcer le régime juridique régissant l'espace.

-- Les mesures de confiance sont importantes en soi, mais leur importance vient aussi du fait qu'elles permettent d'améliorer le climat des négociations entre l'Est et l'Ouest. Le Canada a participé à la conférence de Stockholm sur les mesures de confiance et de sécurité en Europe, qui réunissait 35 pays, et a activement collaboré à l'exécution de l'entente, qui offre des moyens d'assurer une plus grande transparence militaire en Europe. Un autre aspect des mesures de confiance concerne la promotion des échanges officiels et officieux entre l'Est et l'Ouest. Il existe un certain nombre d'ententes particulières à ce titre entre le Canada et l'Union soviétique (par exemple les savants dans l'Arctique) de même qu'avec d'autres pays de l'Europe de l'Ouest (échanges médicaux avec la Pologne, échanges sportifs avec la République démocratique allemande). Divers autres échanges privés visent les expositions d'art, les musiciens, les professeurs d'université, les athlètes, les auteurs.

Compte tenu de toutes ces politiques, le Canada est en mesure d'apporter une contribution concrète à la cause de la sécurité internationale.

L'une de nos premières mesures en ce sens consiste à prier instamment les signataires des traités existants de les respecter, car toute déviation menace la crédibilité et la viabilité de nouvelles initiatives de contrôle des armements. Ainsi, nous avons protesté contre le non-respect du traité SALT II par les États-Unis. Et le gouvernement canadien a toujours fortement recommandé que l'on maintienne l'interprétation traditionnelle ou restrictive du Traité ABM, ce qui interdirait le déploiement de systèmes de défense dans l'espace. Nous avons également fait part de nos préoccupations face au radar installé par l'URSS à Krasnoyarsk et au cryptage des mesures télémétriques par l'Union soviétique, qui entrave la tâche de l'Ouest lorsqu'il s'agit de déterminer si l'URSS respecte les traités.

Une deuxième contribution du Canada consiste à rechercher des appuis plus fermes envers les mesures de confiance, notamment l'ouverture, la transparence et la vérification.

Grâce à nos importants travaux dans le domaine de la vérification, nous sommes reconnus par les Nations Unies comme un leader mondial de la question, à laquelle on attache dorénavant une importance critique dans la négociation et l'exécution d'ententes de limitation des armements et de désarmement. En 1983, le Canada a lancé un programme de recherche en matière de vérification doté d'un budget annuel d'un million de dollars qui est axé particulièrement sur les techniques de détection des activités sismiques, la vérification de l'utilisation des armes chimiques et la faisabilité de la télédétection par satellite. Cette dernière activité représente un programme excitant de grande portée.

Récemment, nous avons entrepris des consultations avec nos alliés sur l'application éventuelle des résultats de ces recherches; nous avons conclu une entente avec la société aérospatiale SPAR de Montréal qui a étudié la faisabilité technique d'un système de surveillance par satellite des ententes de contrôle des armements; cette surveillance se ferait dans l'espace et viserait les systèmes basés dans l'espace et les systèmes classiques. Cette recherche a donné lieu à la publication de deux études. La première, PAXSAT A, avait pour objet de déterminer si un système d'observation basé dans l'espace pourrait aider à assurer la vérification d'une entente de contrôle des armements dans l'espace. La deuxième étude, PAXSAT B, s'est penchée sur l'application de systèmes de télédétection basés dans l'espace aux fins de la vérification des ententes de contrôle des armes classiques dans un contexte régional. L'étude PAXSAT A concluait que l'observation dans l'espace d'un objet situé dans l'espace pourrait permettre de déterminer le rôle ou la fonction de cet objet, particulièrement en ce qui concerne les systèmes d'armement, et que la technologie nécessaire à cette fin existe déjà au Canada. L'étude PAXSAT B concluait qu'un système de vérification basé dans l'espace répondrait à certaines des exigences des mesures de vérification qui accompagneront probablement toute entente de contrôle des armements régissant les forces conventionnelles en Europe; que le projet RADARSAT du Canada permettrait de recueillir des renseignements utiles dans un tel contexte; et qu'encore là, la technologie nécessaire existe dans des pays qui ne sont pas des superpuissances, comme le Canada, où le système PAXSAT B pourrait être mis au point plus tard dans les années 1990.

Ainsi, non seulement le Canada a-t-il joué et continue-t-il de jouer un rôle actif, mais encore le gouvernement canadien s'interroge-t-il déjà sur le rôle qu'il pourra jouer à l'avenir dans le domaine du contrôle des armements.

Par suite de ces travaux techniques, il a été possible d'entreprendre aux Nations Unies des démarches diplomatiques grâce auxquelles une résolution de consensus sur la vérification, parrainée par le Canada, a reçu un appui plus ferme; les premières discussions importantes sur la vérification se sont tenues en mai dernier à la Commission des Nations Unies sur le désarmement, où le Canada présidait un groupe de travail. Celui-ci a dressé, encore une fois par consensus, une liste modèle de dix principes qui ont permis à la collectivité internationale de mieux comprendre la façon d'appliquer les mesures de vérification. Par exemple, l'entente sur la nécessité des inspections sur place a une influence directe sur l'entente au sujet des INF et sur tout traité concernant les armes chimiques. Par suite de ces activités, le secrétaire général des Nations Unies, M. Perez de Cuellar, a proposé que les progrès en matière de vérification soient mis à l'ordre du jour de la troisième session extraordinaire de l'Organisation des Nations Unies sur le désarmement (UNSSOD III) en 1988.

\* \* \*

L'UNSSOD III, qui durera quatre semaines à compter du 31 mai, donnera au Canada une autre occasion d'apporter sa contribution à la cause du désarmement international. L'UNSSOD I, en 1978, a connu un succès considérable parce qu'elle a abouti à la publication, par consensus, d'un document final de 129 paragraphes exposant un programme d'action au sujet des armes nucléaires, des autres armes de destruction massive, des armes classiques et de la réduction des forces armées. Mais le climat international s'est détérioré et l'UNSSOD II de 1982 a à peine été en mesure de réaffirmer la validité du document final. Une campagne pour le désarmement mondial a été lancée, et le Canada y a été l'un des principaux collaborateurs. Mais les années 80 n'ont vu pratiquement aucune réalisation importante en matière de désarmement, jusqu'au moment du sommet de Washington.

Dans cette nouvelle atmosphère, les attentes entourant l'UNSSOD III seront inmanquablement plus nombreuses, mais j'estime quant à moi qu'un objectif restreint, réalisable, serait de loin préférable à des objectifs de trop grande envergure, avec la dépression inévitable qu'entraînerait un échec. Il nous faudra travailler pendant encore des années à réaliser des gains limités afin de susciter un climat international favorable à un programme complet de désarmement. La troisième session extraordinaire devrait s'attaquer aux éléments sur lesquels les intervenants peuvent s'entendre, favorisant ainsi un climat de coopération propre à des réductions radicales des armes nucléaires, à un plus grand nombre de mesures de confiance, à un

engagement plus ferme envers le respect des traités et à la mise en place de processus de vérification dans le cadre de traités particuliers.

Lors des sessions UNSSOD I et II, le public, par l'entremise de diverses organisations non gouvernementales a exercé une grande influence, en participant à des réunions et à des manifestations parallèles. L'ordre du jour de l'UNSSOD III prévoit une discussion de mesures visant à mobiliser l'opinion publique mondiale en faveur du désarmement. Il est également prévu que certaines organisations non gouvernementales représentatives puissent prendre la parole pendant la session.

\* \* \*

Il me paraît de plus en plus évident que le mouvement pacifiste se gagne des appuis sans cesse plus nombreux dans les milieux intellectuels. Je donnerai en exemple Beyond War, un mouvement éducatif non partisan qui a récemment entrepris un projet sans précédent auquel ont participé des savants et des chercheurs américains et soviétiques. Les deux équipes, qui se sont rencontrées dans leur pays respectif, ont publié un livre intitulé Breakthrough : Emerging New Thinking, qui est paru conjointement en anglais et en russe aux États-Unis et en Union soviétique. Affirmant que la guerre n'est plus un moyen acceptable pour atteindre une fin, quelle qu'elle soit, le livre examine les perspectives d'un règlement pacifique des différends internationaux. Au Canada, un nouveau livre intitulé How We Work for Peace décrit de façon détaillée les activités communautaires en faveur de la paix au Canada; il a été préparé par Christine Peringer, du Peace Research Institute de Dundas. Le travail constant de Mme Peringer pour la cause de la paix a récemment été cité aux Nations Unies.

Au cours des dernières années, le mouvement pacifiste, qui compte dorénavant plus de 2 000 groupes locaux, régionaux et nationaux dans tout le Canada, a élargi ses activités tout en approfondissant sa compréhension des terribles complexités de la question du désarmement. Un certain nombre d'organisations clés regroupant des médecins, des savants, des psychologues, des éducateurs et des avocats, entre autres, ont lancé un vibrant appel à la paix dans une optique intellectuelle. Si l'on y ajoute les importants programmes et séminaires de recherche de l'Institut canadien pour la paix et la sécurité mondiale, du Centre canadien pour le contrôle des armements et le désarmement et de l'Institut canadien des études stratégiques, il est clair que les organisations canadiennes ont une grande contribution à apporter à l'UNSSOD III.

Les travaux créatifs des groupes pacifistes qui se multiplient à l'échelle mondiale réussissent lentement à briser la méfiance et la haine qui avaient cours par le passé. Des idéologies contradictoires ne peuvent être réconciliées rapidement, pas plus que des religions ou des cultures rivales. Il n'y a pas de solution rapide ou facile aux problèmes de la paix dans le monde, mais les générations futures, mieux éclairées, seront en mesure d'aller de l'avant dans un esprit de collaboration. Ce mouvement humain est essentiel au soutien des politiques publiques qui voient au-delà de la guerre.

Il est possible, comme le soutenait l'éminent homme d'État israélien Abba Eban, que la diplomatie "ait avant tout pour objet d'apporter des solutions provisoires conçues pour éviter une explosion jusqu'à ce que les forces unificatrices de l'histoire embrassent l'humanité". Si tel est le cas, chacun d'entre nous, en notre qualité de citoyen du Canada et de citoyen du monde, devrait s'inspirer de l'esprit de réconciliation entre les hommes dont sont empreints les premiers mots de la Charte des Nations Unies : "Nous, peuples des nations unies...". Manifestement, c'est là l'esprit d'un âge nouveau; nous devons être de plus en plus nombreux à reconnaître que l'avenir du désarmement est entre nos mains.

La chanteuse-compositrice Ann Hampton Callaway a bien illustré cet esprit dans une nouvelle chanson intitulée "At the Same Time", qu'elle a dédiée à l'avenir du désarmement.

"Songez à tous les enfants  
Qui naissent dans ce monde  
EN MEME TEMPS  
Imaginez vos bras les enlaçant  
Imaginez les années qu'il leur faudra pour grandir  
EN MEME TEMPS"  
(Traduction)

Cette chanson nous parle de nos enfants -- et des enfants de nos enfants. Au moment où le sommet promet des résultats inespérés, nous devrions renouveler notre détermination à voir au-delà, chacun à notre façon, afin de construire un avenir meilleur, garantissant une sécurité véritable et durable à tous. Il ne saurait y avoir d'avenir du désarmement sans cet optimisme, sans cet espoir.